



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question écrite n° 15220

Texte de la question

Mme Ségolène Royal interroge M. le Premier ministre sur la politique économique et sociale. Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie vient enfin d'admettre il y a quelques jours que la croissance, qu'on espérait de 2,5 % pour cette année, ne serait que de 1,5 % à peine. Les autorités européennes ont sévèrement rappelé à l'ordre notre pays, et lui ont demandé, sous peine de sanctions, de réduire ses déficits. Du fait du dérapage des finances publiques, c'est en effet l'ensemble du budget de l'Etat, comme de la sécurité sociale, qu'il faut aujourd'hui rebâtir. Le moment de vérité est venu, et d'abord sur la question du chômage. La multiplication des licenciements et des plans sociaux exige autre chose que la convocation d'une conférence sur l'emploi sans contenu. La suppression des emplois-jeunes intervient aussi au pire moment. Moment de vérité aussi pour les finances publiques et sociales, car les Français ont le droit de savoir ce qui se prépare. Aussi, il lui demande s'il confirme les propos du ministre du budget sur le non-remplacement des fonctionnaires partant en retraite en 2003 et a fortiori en 2004, ceux du ministre de la santé affirmant la nécessité de faire payer davantage les Français pour leurs soins de santé et enfin ceux du ministre de l'économie de suspendre, faute de croissance, les baisses d'impôts promises. Les Français attendent des réponses précises à ces trois questions.

Données clés

Auteur : [Mme Ségolène Royal](#)

Circonscription : Deux-Sèvres (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 15220

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : économie, finances et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 31 mars 2003, page 2311